Ce droit ne peut pas être restreint pour les besoins de discipline à l'intérieur de l'institution qui doit s'appuyer sur les principes d'encouragement de comportements positifs et de respect pour la dignité humaine de l'enfant. Des dispositions pertinentes devraient être incluses à cet effet dans le règlement de l'institution.

15. *Le droit à l'égalité des chances*

Aucune discrimination ne peut être appliquée en raison du sexe, de l'origine sociale ou raciale de l'enfant ou d'un handicap physique ou mental ni pour aucune autre raison (cf. point 5 ci-dessus).

Tous les enfants vivant dans des institutions ont droit à une égalité de traitement de la part de leurs surveillants, enseignants, formateurs, entraîneurs, etc. dans la perspective de leur intégration ou réintégration future dans la société.

Parallèlement, les besoins individuels de l'enfant, ses aptitudes, ses centres d'intérêt, et son patrimoine linguistique, social et culturel doivent être dûment pris en compte, conformément à la stratégie psychopédagogique élaborée pour chaque enfant pour la durée de son placement en institution (cf. point 6 ci-dessus).

16. *Le droit à bénéficier dans les mêmes conditions que les autres enfants de tous les types d'éducation, d'orientation et de formation professionnelle disponibles pour tous*

Ce droit suppose l'existence de types d'éducation et la possibilité pour les enfants placés en institution d'y accéder, suivant leurs aptitudes physiques et intellectuelles, aux mêmes conditions que les enfants vivant en famille et en particulier conformément aux principes énoncés aux Articles 7, 9, 10, 15 et 17 de la Charte sociale européenne révisée.

Les enfants placés en institution ne doivent pas être stigmatisés. Il est donc préférable que ces enfants fréquentent les écoles et formations locales de la même manière que les autres enfants vivant dans le secteur.

En outre, les enfants doivent pouvoir assister aux cours dispensés dans des établissements extérieurs et suivis par toutes les catégories d'enfants, sauf si une restriction de ce

droit se justifie (par exemple un grave handicap empêchant l'enfant de quitter l'institution ou une décision de justice). Des raisons précises doivent motiver de telles restrictions qui non seulement doivent demeurer l'exception, mais toujours être provisoires et soumises à un réexamen périodique.

17. *Le droit à être préparé par le jeu, le sport, les activités culturelles, l'éducation non formelle et les responsabilités grandissantes, à devenir un citoyen actif et responsable*

La période passée en institution devrait être consacrée à la préparation de l'enfant à une vie responsable dans une société démocratique, dans un esprit de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de compréhension, de paix, de tolérance de l'identité culturelle, de la langue, des avis et des valeurs des autres, d'égalité entre les sexes, de respect des valeurs nationales du pays où l'enfant vit et de l'environnement naturel.

Le programme de placement de toute institution pour enfants doit se fonder sur les droits fondamentaux de l'enfant, y compris celui de participer pleinement et d'accéder effectivement et sur une base équitable aux processus d'organisation et de décision les concernant (cf. point 18 ci-dessous). Il en va de même pour les activités culturelles, artistiques, récréatives, sportives et de loisirs à l'intérieur comme à l'extérieur de l'institution car elles contribuent au développement individuel de l'enfant. Les aptitudes individuelles de chaque enfant doivent être reconnues et confortées dans diverses situations (cf. point 23 ci-dessous). Cette approche peut contribuer à l'autonomie et faciliter la réintégration des enfants dans leur famille et leur communauté d'origine, et dans la société en général.

Un enfant ou un adolescent sortant d'une institution devrait à l'avenir être apte à devenir un membre actif et constructif d'une société démocratique. Cet aspect de la mission des institutions est de la plus haute importance en vue de l'élimination de l'exclusion sociale des enfants qui ont été placés en institution pendant une partie de leur vie. L'aptitude de la société à intégrer ces enfants sur un pied d'égalité devrait être considérée comme un indice du bon fonctionnement de la démocratie et de l'importance que tous les Etats membres du